

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MÉTÉO. 26.— N° 10.

TE VEA NO TAHITI.

Mahina pa 9 muri 1877.

PRIX DE L'ABONNEMENT (souscription d'assurance):

Un an.....	45 Fr.
Six mois.....	22 Fr.
Trois mois.....	11 Fr.

Un numéro: 10 francs.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à:

IMPRIMERIE DU GOVERNEMENT.

Prix des Annonces (au comptant):

Les 20 premières lignes.....	20 francs
Ainsi de suite en lignes.....	1 franc par ligne
Les annnonces supplémentaires se paient au tarif précédent le premier tiers.	

PARTIE OFFICIELLE
SOMMAIRE.
 PARTIE OFFICIELLE — Générales relatives à l'Exposition universelle de 1878 et aux colonies; — Politique. — Morale. — Démocratie. — Arts administratifs. — Arrêté de la haute cour tahitienne.
 PARTIE NON OFFICIELLE — Nouvelles locales. — Politique bibliographique. — Situation de la cause agricole. — Mouvement commercial. — Movements du port. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE**Exposition Universelle de 1878.**

Paris, le 12 décembre 1876.

Monsieur le Commandant. — J'ai l'honneur de vous transmettre deux circulaires que la commission chargée d'organiser la participation des colonies à l'Exposition universelle de 1878 adresse aux habitants de nos possessions d'outre-mer; je vous prie de vouloir bien leur faire donner la plus grande publication possible.

Je complète également que votre administration fera les plus grands efforts pour que les Établissements français de l'Océanie soient représentés de la manière la plus complète au concours universel annoncé et par le plus grand nombre possible d'exposants.

Je vous adresse deux exemplaires du règlement général, avec annotation des articles sur lesquels doit se porter plus particulièrement l'attention.

Dans la circulaire 6 se trouvent indiqués les travaux des élèves des deux écoles. Le ministre de l'instruction publique a recommandé aux établissements qui relèvent de son département l'envoi de mannequins ou pompeés de 0° 70 de haut, sur lesquels seront ajoutées les costumes populaires spéciaux à chaque contrée, à chaque milieu ou groupe de population. J'ai adopté la même idée en ce qui concerne nos colonies; les costumes seront confectionnés dans les écoles des jeunes filles, et je vous ferai parvenir, au besoin, le nombre de poupées qui vous paraîtront nécessaires.

Je profite de cette occasion pour vous rappeler la demande d'une partie sincère de la commission chargée d'organiser la participation des colonies à l'Exposition universelle de 1878, et adresser un encart à suivre. Cette notice devait servir d'instruction au légat des produits ne comportait pas de longs développements et doit se résumer en quelques pages, au plus 4 à 5 pages d'impression; ce travail devra se terminer par l'état du mouvement commercial pour 1876, importation et exportation, avec détails pour l'exportation seulement.

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral, Sénateur,
 Ministre de la marine et des colonies,
 L. FOURCHON.

Circulaire de la Commission coloniale de l'Exposition universelle de 1878.

Par décision en date du 19 octobre dernier, le Ministre a confié le soin d'organiser la participation des colonies à l'Exposition universelle de 1878 à une commission spéciale, composée de :

MM. DESNAZZES, sénateur de la Martinique, président;
 Cte des BARBATES de RICHMOND, sénateur de l'Inde;

Général Cte de LA JAILLE, sénateur de la Guadeloupe;

M. LASSEVE, sénateur de la Réunion;

M. GOUIN, député de la Martinique;

LACASARE, député de la Guadeloupe;

GOMIN, député de l'Inde;

Vice-amiral CHOPART, présent de la Commission de surveillance de l'Exposition universelle de 1878.

M. BOUILLON, vice-président de la Commission de surveillance de l'Exposition permanente des colonies;

DEGRANAY, membre de la Commission de surveillance de l'Exposition permanente des colonies;

CHARMIER, membre de la Commission de surveillance de l'Exposition permanente des colonies;

AUBRY-LECOMTE, commissaire de la marine, Conservateur de l'Exposition permanente des colonies;

MM. NOZELLEZ, conservateur adjoint, secrétaire.

Cette commission a déjà commencé ses travaux, et son premier acte est d'adresser le plus pressant appel aux habitants de nos colonies. Les circonstances dans lesquelles se produit l'exposition annoncée lui donnent un caractère tout particulier; c'est donc faire une œuvre de patroisance que de donner tout l'éclat possible à cette solennité.

C'est avec une entière confiance que la commission réclame le concours de tous les industriels, ainsi que celui de toutes les administrations et représentations locales. Chacune de nos possessions aura, au Champ-de-Mars, une organisation distincte qui permettra de mettre en évidence les particularités de nos industries, et il ne faut pas perdre de vue que nos matières protégées sont employées jusqu'à ce jour peuvent, mieux étudiées et mieux connues, devenir, à un moment donné, un élément de ressources importantes.

La commission transmet à l'administration de la colonie la liste des objets sur lesquels elle croit devoir appeler plus particulièrement l'attention des exposants, et elle laisse à leur initiative le soin

de recherche tous les produits qui n'y sont pas indiqués et qui pourraient présenter un intérêt quelconque.

Le président,

Signé : DESNAZZES.

Le secrétaire,

Signé : De NOZELLEZ.

Circulaire de la Commission Coloniale pour l'Exposition Universelle de 1878.

La Commission chargée d'organiser la participation des Colonies à l'Exposition Universelle de 1878 va être obligée de faire des dépenses considérables. Elle n'hésitera pas à s'adresser aux administrations et aux représentations locales pour leur assistance en ce qu'il sera nécessaire et les invitera de mettre à sa disposition les sommes qu'elle pourra commander à assurer la réussite d'une œuvre si intéressante pour nos Établissements d'outre-mer.

Il serait à désirer que ces allocations puissent être votées de façon à recevoir, au besoin, leur emploi dès les premiers mois de 1877.

La commission espère que son appel ne sera pas stérile, et que nos colonies, chacune dans la limite de ses ressources, ne l'aideront pas l'autre qu'elle sollicitera avec les plus vives instances.

Pour le président empêché :

Le vice-président,

Signé : CHOPART. — Signé : REUILLE.

Le secrétaire,

Signé : De NOZELLEZ.

Paris, le 6 décembre 1876.

Monsieur le Commandant. — Le décret du 4 mai dernier a fixé la taxe des correspondances échangées entre les colonies françaises et les pays compris dans le territoire de l'Union générale des Postes, lorsque ces correspondances sont acheminées par l'intermédiaire des services métropolitains; mais le tarif dont il s'agit s'étend également aux correspondances échangées directement par des services étrangers entre nos possessions d'outre-mer et les pays étrangers co-signataires du traité de Berne.

Nos colonies peuvent à présent transporter les correspondances de l'étranger par les paquebots anglais ou américains sous les conditions édictées par l'arrangement du 27 janvier.

Pour l'application de cette mesure, j'ai demandé à la Direction générale des Postes de notifier à l'office des Etats-Unis qu'à partir du mois de décembre prochain les bureaux de Papete et de Téhiti expédieront des déchènes à l'adresse du bureau de San Francisco, à charge pour ce bureau d'adresser des déchènes aux bureaux de la colonie par la voie du navire chargé du service de la correspondance entre nos Établissements de l'Océanie orientale et les Etats-Unis.

Les dépêches adressées des Établissements français de l'Océanie orientale par bureau de San Francisco comprendront les correspondances pour les Etats-Unis, les îles Sandwich, le Japon, le Chili, le Mexique, les colonies anglaises et l'Amérique du Nord, les îles Saint-Pierre et Miquelon, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Calédonie et l'Australie.

Les bureaux de poste de la colonie devront se conformer pour les échanges dont il s'agit aux dispositions du règlement pour l'exécution du traité de Berne, dispositions qu'ils appliqueront déjà dans leurs rapports avec la métropole.

Je crois utile de vous rappeler que les dépêches des bureaux coloniaux pour les îles étrangères peuvent comprendre deux catégories différentes de correspondances :

1^{re} Correspondances à destination de colonies françaises et de pays étrangers compris dans l'Union ;

2^{me} Correspondances adressées dans des pays étrangers situés en dehors du territoire de l'Union.

Les correspondances de la première catégorie doivent être livrées sans décompte au bureau étranger destinataire de la dépêche. Celles de la 2^{me} catégorie doivent être livrées au bureau destinataire de la dépêche, sans compte si elles sont portées dans les îles étrangères où elles sont insuffisamment établies. Mais dans le cas où le récipiendaire se trouve à l'entrée d'un port étranger indiqué par le tableau C de l'officier correspondant (voir art. 14 du traité de Berne et art. 6 et 14 du règlement de détail annexé audit traité.)

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral, Sénateur,
 Ministre de la marine et des colonies,
 Signé : L. FOURCHON.

Par dépêche ministérielle en date du 15 décembre 1876, M. le médicin de 2^{me} classe Hercourt a été appelé à servir à Tahiti, en remplacement de M. Guyot, officier du même grade.

M. Hercourt s'est embarqué sur le transport le Tage pour se rendre à Tahiti.

Par décision du Commandant Commissaire de la République en date du 5 mars 1877, M. Charles Victor est nommé membre du comité central d'agriculture et de commerce de Papeete.

d'accord pour formuler leurs propositions en termes acceptables pour les deux parties. La Porte a été requise de fixer elle-même le jour d'ouverture de sa conférence définitive. La Constitution sera prolongée immédiatement. La nomination de Mighat Pacha au poste de grand vizir est considérée comme favorable à la solution des questions.

Gratuité, 28 décembre. — La nouvelle Constitution turque est «absolument nécessaire au sujet de l'empereur ; elle contient, en substance, la séparation de l'empereur et de l'empire ; l'empereur est indivisible ; le sultan prend le titre de calife des musulmans et d'empereur des Ottomans ; les sujets de l'empire sont nommés Ottomans ; leur liberté est inviolable ; l'Islamisme est la religion reconnue par l'Etat, mais il n'y aura pas d'autre distinction théologique entre les sujets du sultan ; la liberté de religion est garantie ainsi que celle de la presse et de l'instruction ; l'instruction primaire est obligatoire ; le droit d'association et de réunion est accordé aux Ottomans ; tous les Ottomans sont égaux devant la loi ; tous les Ottomans sont éligibles aux offices publiques ; les taxes sont régies également ; la propriété et le domicile sont inviolables.

— les fonctions des tribunaux sont définies ; — le droit de décret est reconnu ; — tous les juges sont séparés de l'administration ; — l'exécutif n'intervient pas dans les domaines de pouvoir législatif et exécutoire ; — les deux Chambres sont constituées ; une Chambre des députés et un Sénat ; — elles recevront un message du sultan et auront le droit d'y répondre ; — le mausht impérial est défendu ; — l'initiative des lois appartient au ministère et à la Chambre des députés ; — les lois votées par la Chambre seront légalisées par le sultan ; — le Sénat a le droit de rejeter les lois ; — la Constitution sera établie par la Chambre des députés ; — la Cour des comptes présentera annuellement son rapport aux Chambres ; — elle concilia municipaux et généraux seront nommés à l'élection ; — la présente Constitution ne peut être modifiée que par un vote des deux Chambres sanctionnée par le sultan.

Constantinople, 24 décembre.— La première séance de la conférence plénière a eu lieu hier. Saïdet Pacha présidait et dans son discours d'ouverture il a fait allusion aux vues libérales du gouvernement qui était disposé à octroyer à ses sujets toutes les privilégiées compatibles avec la dignité et l'intégrité de l'empereur. Durant la rédaction formelle des projets de deux ou plusieurs divers actes, le ministre des Affaires étrangères, en ce qu'il représente des personnes éminentes, a pu entendre le résultat d'entretiens qui saluaient l'ouverture de la conférence. Saïdet Pacha a déclaré que cette démonstration militaire avait pour but d'annoncer la promulgation de la nouvelle Constitution qui devait apporter un changement radical dans la situation de Turquie. Dans la prochaine réunion, on agitera la question de prolongation de l'armistice.

Constantinople, 8 janvier. — A la séance de la conférence qui s'a eu aujourd'hui, l'ambassadeur italien a combattu les arguments de Safoet Pacha et s'est vu appuyé par lord Salisbury. Quoique qu'il en soit, les représentants de la Turquie ont manifestement fait d'accepter les conditions imposées par les Alliés. La discussion a été fort animée et le résultat n'a pas été dévoilé. La sécession de Grecie et des Turcs d'Andrinople ont demandé au gouvernement l'autorisation de prendre les armes contre l'ennemis commun. Le sultan a ordonné au grand-vizir de les renseigner et son nom. Il a ajouté qu'il espérait encore éveiller la guerre, mais que si elle venait à avoir lieu il comptait sur l'appui de tous ses sujets sans distinction de race, de couleur ou de religion. Il se mettrait lui-même à la tête de l'armée.

Constantinople, 12 janvier. — Aujourd'hui les plénipotentiaires européens, réunis en conférence à l'ambassade russe, sont tombés d'accord de faire lundi prochain une dernière proposition aux délégués ottomans et de leur demander une réponse catégorique. La conférence se réunira de nouveau jeudi pour entendre cette réponse. Si les Turcs devaient encore persister dans leur refus, tous les plénipotentiaires quitteraient Constantinople le lendemain même.

Constantinople, 17 janvier. — La plupart des plénipotentiaires ont demandé personnellement au sultan une audience particulière pour lui soumettre une dernière fois les intentions de leur gouvernement respectif.

Constantinople, 18 janvier. — Le grand-conseil de l'empire s'est réuni aujourd'hui. Les premières heures de la séance ont été consacrées à l'examen et à la lecture du rapport des événements qui ont eu lieu depuis l'explosion de l'insurrection d'Hézéroum. Midhat Pacha a ensuite prononcé un long discours dans lequel il a expliquée la nature des concessions que la Porte avait eu devoir faire sur certains points qui n'affectaient pas la constitution. Il a fait ressortir toute la gravité de la situation en parlant du degré possible de péril pour les tentatives, de la guerre de l'Asie Mineure, et de l'assassinat à l'impossibilité ou au trouvailles de se procurer les fonds nécessaires pour continuer la guerre ; et il a déclaré que la Turquie n'avait, à ce point de vue, pas d'alliance. À la suite de longues délibérations, le grand-conseil a rejeté à l'unanimité les propositions des puissances étrangères au milieu des cris enthousiastes : « Plutôt la mort que le déshonneur ! » Soixante chrétiens ont assisté aux délibérations du grand-conseil.

Londres, 20 janvier. — Safet Paşa a ouvert les travaux de conférence aujourd’hui, en lisant une note qui déclarait que Porte pourrait arriver à entendre avec les puissances sur la partie des questions. Mais la question relative à la nomination des gouverneurs a été posée sous silence, et il a été proposé d’envoyer une commission internationale pour la composition légale d’un conseil de fonctionnement ottoman. Finalement, l’électricité a été mise à disposition de l’assemblée. Ensuite, Safet Paşa a proposé d’ajourner toutes les questions relatives à la Serbie et au Monténégro. Sur cela, lord Salisbury déclara que, comme la Porte refusait les deux principales garanties demandées par le pouvoir, il n’avait plus aucune base pour la discussion générale, et qu’en conséquence devait être regardée comme terminée la général Ignatief, plénipotentiaire russe, par lui dans le même sens. Il déclara qu’après l’adoption de ces deux garanties, il fallait que la Porte responsable de toute violence fut tenue hostile contre la Serbie et le Monténégro, alors les enjeux chrétiens devaient être résolus. La conférence fut alors adjournée. Lord Salisbury et le général Ignatief doivent partir lundi prochain, et les autres débarqueront dans le courant de la semaine prochaine.

— On l'Étiquette de Saint-Louis, Missouri : Un fermier nommé George Winthrop a été victime hier d'un terrible accident à Paxton (Illinoïs). Il faisait une ascension dans un ballon à gaz quand, lorsque, à une altitude de 300 pieds, le ballon écrasa avec un grand fracas. La toile s'était fendue en deux ; dans ce cas-ci, la résistance de l'atmosphère lui donna la force d'un parachute, et la rapidité de la descente en fut arrêtée momentanément. A 300 pieds au-dessus de terre, la toile se déchira entièrement, et le malheureux n'échappa pas à la mort. Il mourut dans l'incendie qui suivit l'accident.

— Que l'infortuné fut arrivé à terre, où se précipita-t-il en toute hâte, et qu'il fut très-sousmis de se trouver en vie. Les jambes étaient enfouies en terre jusqu'au-dessous du genou. Au moment où le hâsse croissait, on avait vu M. Winthrop se jeter hors de la nacelle et se suspendre au cerceau qui y était attaché. A vingt pieds de terre, il s'écha prise et chercha à sauter en se tenant hors de l'attache de la lourde nacelle, mais celle-ci l'assigna au viage, lui ouvrant la front et lui brisant le nez. M. Winthrop a aussi de fentes contusions au dos et des lésions internes que l'on croit mortelles. Il avait perdu connaissance, mais il reprit bientôt ses sens pour pour toutefois ne plus se rappeler. *« Il croit mourir. »* Le ballon était toutefois et avait été construit à Cincinnati. Or si cette tribu, en vérité, a été destinée à une contre qui était tellement étrivée, alors il y a plusieurs à la pression. Le ballon avait une capa-

Situation de la Culture agricole au 1^{er} mars (22)

ACTIF.	F.	C.	F.
Coton en magasin.	1,808	10	
dans Armentières.	1,808	10	
à la vente.	592	00	
Avances sur cotons débarqués.	74	00	
Egarage.....	28,011	82	
Chargement des Cubatifs (2 ^e).	28,012	82	
Chargement du Far (2 ^e).	17,988	00	
Chargement de la Cigale (1 ^{re}).	66,232	55	
6 halles et 7 ballots coton au magasin.	41,069	48	
Prêts simples et avances.	12,998	55	
Intérêts dus sur ces prêts.	4,200	00	
à titre préventif.	32,000	00	
Intérêts échus sur ces prêts.	749	72	
Immuable roul de la Cathédrale.	20,000	00	
Maisons et terrains quai de l'Uranie.	41,678	00	
Terres en possession dans les districts.	1,390	00	
à titre préventif.	1,390	00	
Avances à régulariser (Faussecom, terrres).-.	851	65	
Défaut sur les avances (à réclamer).-.	12,119	89	
Frais généraux.	1,000	00	
Société française d'économie, etc &c.	12,583	00	
Caisses - Argent et bons.	4,317	32	
Total de l'actif.	138,158	78	131,158
PASSIF			
Divers, argent déposé au coton en magasin.	4,123	20	
Dépôts en numéraire.	63,505	55	
Intérêts déchus au 1 ^{er} janvier 1877 sur dépôts.	1,901	00	
Bons hypothécaires en circulation.	17,988	00	
Réserves de l'assurance indémunie.	8,834	81	
à titre préventif des avances.	1,021	65	
Robin, à Tournai, a/c/00.	7,943	50	
J. Rey, à Paris, d/c.	1,065	00	
Pugens, à Pauaule, d/c.	37,004	72	
J.-J. Merleches, d/c.	303,575	79	303,575
Total du passif.			314,588
Balance en faveur de la Caisse agricole.			91

Certifié conforme aux écritures:
Le Secrétaire trésorier, ADAM KULCZYCKI

2020-21 President of the Committee of Selection

Président du Comité
J.-A. BARRE

ADVERTISING: COMMERCIAL

MOUVEMENT COMMERCIAL

第六章

